

**COMMENT LA FRANCE TRAITE
L'ASILE POLITIQUE**

Lettres à nos mères restées au pays

Journalistes Africains en Exil (JAFE) est une association loi 1901 née à Paris en juin 1999, qui regroupe des journalistes, photojournalistes et caricaturistes originaires du continent africain, actuels demandeurs d'asile ou titulaires du statut de " réfugié politique ".

JAFE poursuit les objectifs suivants :

- Recueillir, orienter et faciliter l'intégration dans les pays d'accueil des journalistes africains qui ont été obligés de quitter leur pays parce qu'ils y étaient persécutés pour leurs écrits et opinions.

- Informer les journalistes demandeurs d'asile sur la procédure d'obtention du statut de " réfugié politique ", et les aiguiller vers diverses associations de solidarité.

- Porter assistance aux journalistes persécutés qui recherchent asile, mais n'ont aucun contact dans les pays d'accueil.

- Susciter le débat sur le présent et l'avenir de la presse africaine, et sur le traitement de l'information africaine par la presse internationale.

- Organiser des conférences, colloques, expositions, journées d'étude sur des sujets relatifs à la presse et à l'actualité africaines.

JAFE
(Journalistes Africains en Exil)

**COMMENT LA FRANCE TRAITE
L'ASILE POLITIQUE**
Lettres à nos mères restées au pays

Éditions L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris

L'Harmattan Inc.
55, rue Saint-Jacques
Montréal (Qc) – CANADA H2Y 1K9

Coordination : Eyoum Nganguè

Traductions : Yvonne Mounè

Mise en page : Lyonel Thouvenot

Copyright L'Harmattan 2000
ISBN : 2-7384-8683-5

*A Norbert Zongo,
Journaliste assassiné
au Burkina Faso
le 13 décembre 1998*

Voyage dans l'univers du droit d'asile

"Ne dites pas à ma mère que je suis livreur de pizzas, elle me croit journaliste à Paris..." Tel aurait pu être le titre de ce livre, si un vendeur de publicité ne nous avait pas précédés sur ce coup. D'autres formules, les unes plus à la mode que les autres, pourraient de la même manière être remises au goût du jour, à savoir : "L'exil raconté (expliqué) à ma mère", mais là aussi, le concept a fait florès, ou alors "Lettres d'exil" ou "Maux d'exil"... or ceci nous ramènerait au moins cinquante ans en arrière.

"Comment la France traite l'asile politique" suivi du sous-titre *"Lettres à nos mères restées au pays"* a été choisi avec l'ambition de circonscrire le pays à partir duquel les auteurs, tous journalistes africains vivent leur exil. Il s'est d'abord agi pour nous de démystifier l'asile politique auquel on a trop souvent tendance à accoler l'épithète doré.

Exil doré ! Telle est la formule qui revient souvent ! En réalité, en matière de dorure, on est loin du compte. Si l'on excepte la condition de quelques gros bonnets, l'exil est un grand saut vers l'inconnu, un trajet semé d'embûches, un chemin de croix dans un pays d'accueil dont on ignore tout, où l'on n'a pas d'attaches, et où nos compétences, notre expérience et notre background culturel ne sont pas reconnus. En clair, quand on arrive en terre d'asile, il faut tout recommencer à zéro. Se trouver de nouveaux repères, se bâtir une nouvelle vie...

Ainsi, ce livre se veut un compte-rendu d'hommes de plume venus d'Afrique, sur les difficultés à solliciter puis obtenir le statut de réfugié politique en France. Les chiffres de l'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) sont sans appel, selon les années, moins de 20% des demandeurs d'asile obtiennent le statut (17,01% en 1997). Les journalistes auteurs de ce livre ont fait de l'observation participante dans les divers services chargés de la procédure d'octroi du droit d'asile, et ils racontent l'écart qui existe entre les textes de la Convention de Genève et leur application sur le terrain par

des fonctionnaires souvent zélés et pas toujours serviables.

Ce livre raconte aussi le racisme qu'on rencontre ça et là en France. Il ressort également une série de stéréotypes bien partagés dans cette société multiculturelle qu'est la France, et dans ce sens, c'est une manière de Lettres Persanes à l'envers, un regard différent sur le "*French way of life*." Regard pas toujours objectif, parfois carrément sans le recul nécessaire certes, mais riche d'enseignements sur ce que les uns peuvent penser des autres.

Ces lettres adressées à des mères africaines parfois analphabètes et qui ne comprennent pas toujours l'engagement politique de leur fils est aussi une photographie d'une certaine France de l'immigration. C'est vrai que la différence entre un sans-papier et un exilé politique est grande, le premier n'existe pas, mais le deuxième existe mal...

Ce recueil de textes est aussi et surtout un exercice d'exorcisme de la part d'individus sevrés d'écriture par la dictature et l'exil. Ces lettres apparaissent comme le seul moyen de verbaliser pour chasser les démons de la censure et des menaces qui ont pesé sur eux dans leur pays respectifs. C'est également une manière de conjurer le sort de la nostalgie et le mal du pays d'origine qui n'a pas voulu d'eux.

Venus d'Algérie, d'Éthiopie, du Burundi, du Rwanda, de Sierra Leone et du Cameroun, les auteurs de ce livre sont membres de "*Journalistes Africains en Exil*", une association créée à Paris en juin 1999 pour rassembler et défendre les intérêts des journalistes africains qui ont dû quitter leur patrie pour fuir les persécutions des autorités. Ils sont les victimes du pseudo-processus démocratique qui a marqué le début des années 90 en Afrique. Si l'on s'en tient aux divers rapports de Reporters sans frontières, ces pays sont ceux où les violations de la liberté de la presse ont été les plus flagrantes ces dernières années. Rien qu'au début du mois de janvier 1999, neuf journalistes Sierra léonais ont été tués à Freetown. Plusieurs de leurs collègues ont pris le chemin de l'exil. Phénomène qui était déjà accentué du côté des Algériens, et qu'on remarque de plus en plus chez plusieurs autres journalistes du continent africain.

C'est donc une brochette de journalistes qui ont tenu à célébrer à leur manière l'année 1999 (décrétée "Année du réfugié africain" par le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés). Pour témoigner de leur solidarité avec ces centaines de milliers de femmes, d'enfants et de vieillards africains cantonnés dans des camps, errant dans les chemins ou la jungle loin de leurs maisons, victimes de la guerre et de la bêtise humaine, subissant quotidiennement des agressions physiques et morales, la maladie et la famine...

Eyoum Nanguè

Ce livre est logiquement dédié à Norbert Zongo, journaliste burkinabé assassiné le 13 décembre 1998 pour avoir exercé son métier, mais qui n'a pas voulu/ou pu fuir son pays lorsque les menaces de mort contre lui se sont précisées. Il a payé de sa vie sa volonté de dire la vérité.

Les principaux auteurs

Ibrahim Seaga Shaw

Après avoir travaillé comme rédacteur dans plusieurs titres de son pays, la Sierra Leone, il fonde et prend la direction de *Expo Time*, hebdomadaire paraissant à Freetown. Plusieurs démêlés avec les divers gouvernement, qui se sont succédés dans ce pays d'Afrique de l'ouest miné par la guerre civile le conduisent en prison. Il décide finalement de prendre le chemin de l'exil en 1998. Son journal, suspendu par les autorités sierra léonaises ne paraît plus. Il prépare à Londres un Master en Communication.

Thomas Hirénée Atenga

Après une Maîtrise de philosophie à l'Université de Yaoundé, il entre comme journaliste au *Messenger*, titre contestataire paraissant à Douala au Cameroun. Il devient responsable de l'agence de Yaoundé pour ce journal. Il met son nez dans diverses affaires dont une concerne les histoires d'argent de Jean Fochivé, le patron de la police, véritable terreur des partisans de la démocratie au Cameroun. Il est traîné en justice par ce tortionnaire, et avant l'issue du procès, il s'installe en France au bénéfice d'une formation à la *fondation Journalistes en Europe*. Il prépare à la Sorbonne une thèse en Sciences Politiques.

Iyasou Alemayehu

Journaliste et écrivain éthiopien. Il a quitté son pays en 1969 et a eu le statut de réfugié politique la même année en raison de son appartenance aux mouvements des jeunes en faveur de la démocratie dans le pays de Haïlé Sélassié. Un périple le conduit d'années en années au Soudan, au Kenya en Algérie. Il s'installe ensuite en Europe où il se consacre à la rédaction de ses poèmes, ses articles et ses essais. Il est notamment l'auteur de "*The case of socialist witch doctor and other stories*" publié au Éditions Heinemann à Londres.

Issa Ngandji Nyaphaga

Caricaturiste et dessinateur de presse. Il a croqué le personnel politique camerounais pendant quatre ans, d'abord au *Moustique Déchaîné*, ensuite à *Galaxie* et au *Messenger-Popoli*, journaux satiriques camerounais. En 1996, on commence à trouver ses dessins trop osés. Après deux semaines au baignoire de New-Bell à Douala, il se retire en France où il développe le *Capillarisme*, une technique de peinture qu'il a créée, superposant huile et cheveux sur la toile ou d'autres supports.

Lakhdar Khelfaoui

Directeur de publication et rédacteur en chef de *Al-Kilâa* (La Citadelle), journal paraissant dans l'Est de l'Algérie. Les militaires au pouvoir à Alger, ainsi que les autorités administratives ne supportent pas le caractère critique de ses articles satiriques. Il est interpellé plusieurs fois, son journal est suspendu à plusieurs reprises par le gouvernement. A bout de nerf, il quitte clandestinement l'Algérie en février 1998 et s'installe en France. Il se consacre désormais à la poésie, au dessin et à un livre sur le drame politique que subit son pays.

Edgar Mbanza

Journaliste à Radio *Umwizero* (qui en kirundi signifie "Tous ensemble", première radio privée du Burundi. Dans son pays ravagé par la guerre civile et la haine raciale, il réalise des reportages sur les massacres de militaires à l'encontre de populations civiles, ce qui lui vaut d'être une cible de la police politique et des forces répressives de l'armée. Convaincu de neutralité dans son pays où chacun est tenu de choisir son camp, il craque et profite d'un reportage en Europe pour demander l'asile politique.

Eyoum Nanguè

Après des études de gestion et plusieurs collaborations avec divers journaux au Cameroun, il entre au *Messenger* comme chef de la rubrique économique. Il anime ensuite la page internationale avant de devenir rédacteur en chef adjoint de ce titre.

A la suite d'un article critiquant un projet de constitution, il est condamné et incarcéré pour outrage au Président de la République et aux membres du Parlement. Libéré sous caution, il quitte le Cameroun en décembre 1997 pour des cieux plus cléments.

Boniface Murutampunzi

Journaliste de la radio publique rwandaise. Il fait partie des intellectuels qui étaient opposés au pouvoir ethnique de Juvénal Habyarimana. Après le génocide, les nouvelles autorités font appel à ses compétences d'homme de radio. Malheureusement, on lui fait subir quotidiennement des pressions qui rendent impossible l'exercice de son métier. Il décide de quitter le Rwanda pour s'installer en France.

N.B.: Les textes de ces auteurs sont signalés par un astérisque (). Plusieurs autres journalistes africains membres de JAFE ont donné leur contribution. Pour leur sécurité personnelle, et celle de leur famille restée en Afrique, ils ont souhaité qu'on ne les cite pas nommément .*

Difficile chemin vers l'exil (1)

Mumm,

Voici déjà plusieurs mois que je t'ai laissée sans nouvelles. De cette Sierra Leone dévastée par des années de guerre où tu survis, tu dois te dire que je ne vis plus, que j'ai disparu de la surface de la terre, que j'ai été englouti par le flot de la violence aveugle qui a ravagé notre pays. Je profite de ma lettre d'aujourd'hui pour te raconter dans quelles circonstances j'ai quitté le pays.

Ce récit que je couche aujourd'hui sur le papier, je l'ai plusieurs centaines de fois ressassé dans mon sommeil, au milieu de ma solitude durant les nuits glacées de cette Europe qui m'a accueilli. Avec le recul, il peut sembler qu'il s'agit d'un scénario issu de l'imagination d'un réalisateur inventif. En réalité, il ne s'agit que du film des souffrances et des épreuves réelles que j'ai traversées pour me mettre à l'abri de la Sierra Leone, où on voulait me faire la peau en raison de mes opinions de journaliste, pour arriver dans des lieux plus sûrs.

Freetown, ville assiégée !

Boom! Boom! Boom ! *Mumm...* l'assourdissant bruit saccadé de l'artillerie, des bombes explosaient de la ligne de front de Jui, quelque 25 kilomètres (15 miles) à l'est de Freetown, la capitale de notre pays.

Il était 23h30 ce jeudi 6 février 1998. J'étais à la maison avec ta belle-fille et les autres membres de la famille que j'hébergeais, et nous regardions une émission à la télé consacrée à la destruction des vies et des biens causée par la dernière pluie de bombes lancée par la Force d'Intervention Ouest Africaine (Ecomog) dirigée par le Nigeria depuis sa base de Lungi.

Tu te souviens que les explosions de bombes étaient si fréquentes que les gens les ignoraient. Mais celles de ce soir-là semblaient différentes puisqu'elles continuaient jusqu'à la pointe du jour.

À notre réveil vendredi, nous apprîmes que les troupes de

L'Ecomog, épaulées par les milices locales qui se battaient pour le retour au pouvoir du président Ahmed Tejan Kabbah, avaient pris les villes d'Allen et de Calaba sur la route principale menant à la capitale. Elles avaient repoussé les rebelles du Front Révolutionnaire Uni (RUF) appuyés par les soldats de la junte du Conseil Révolutionnaire des Forces Armées (AFRC) qui avaient renversé le chef d'État déchu.

Cette offensive musclée, baptisée opération "*Sand Storm*" et destinée à renverser la junte et le RUF, avait commencé, selon les rumeurs qui se répandaient dans la ville.

Me rendant à mon bureau en voiture, je vis un flot de personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, déplacés fuyant les combats qui se rapprochaient de la banlieue Est de la capitale, et essayaient de se diriger vers le Centre. Pitoyable ! me dis-je intérieurement.

Le centre-ville avait des allures de capharnaüm. Les habitants couraient dans tous les sens. L'immeuble de six étages dans lequel se trouvait mon bureau était fermé et un petit groupe de gens attendait pour y accéder.

Je me rendis rapidement chez mon banquier, mais là aussi je trouvai porte close. J'étais assurément dans le pétrin, non seulement en raison des combats qui se rapprochaient de la capitale, mais plus encore parce que j'avais peu d'argent sur moi après l'énorme investissement que j'avais fait en important du matériel d'imprimerie du Nigeria.

Comment faire pour trouver du liquide ? me demandai-je en rentrant à la maison.

À l'est de Freetown où je vivais, des groupes de gens faisaient des pronostics sur l'issue des combats. Les rumeurs allaient bon train sur la victoire des uns ou des autres.

- " L'Ecomog contrôle maintenant entre Jui et la ville de Calaba et la ligne de combat est dans la zone de Wellington où les troupes de la junte qui battent en retraite ont dressé des barricades ", révéla un quidam qui venait juste de fuir la zone où avaient lieu les affrontements entre les belligérants.

Après avoir emballé quelques affaires utiles, je partis m'installer avec les miens chez Abdu, le cousin qui vit dans le